



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/n°726/6.1

Objet : AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
STATIONNEMENT VEHICULE EMMAUS

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,

Vu le code de la Justice Administrative pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R 623-2,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,

Vu la demande effectuée par Monsieur Gérard TOURNAIRE concernant la demande de stationnement d'un véhicule « EMMAUS », en date du 09 novembre 2023,

Considérant qu'il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police, de veiller à l'intérêt de l'ordre public et à la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Maire d'Aigues-Mortes autorise les établissements EMMAUS à occuper le domaine public, pour effectuer un vide maison le :

➤ **VENDREDI 1^{ER} DECEMBRE 2023 DE 14H00 À 18H00.**

ARTICLE 2 :

Afin de faciliter à l'établissement EMMAUS de vider la maison située au N°19 BOULEVARD GAMBETTA - 30220 AIGUES-MORTES, il est autorisé à stationner un camion devant le :

➤ **N°17 BOULEVARD GAMBETTA – 30220 AIGUES-MORTES.**

ARTICLE 3 :

Dans le cas où un véhicule ne respecterait pas l'interdiction et gênerait, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale ou l'agent occupant ces fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction aux frais du propriétaire.

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09

ARTICLE 4 :

La circulation des piétons et des véhicules doit se faire librement. Le bénéficiaire de l'occupation temporaire du domaine public qui ne respecte pas cette obligation, se verra retirer son autorisation après constatation des services de la police municipale.

ARTICLE 5 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le, 10 novembre 2023

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire, en Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

